



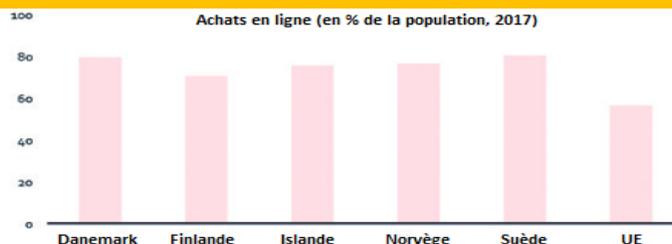
La quinzaine nordique

© DG Trésor

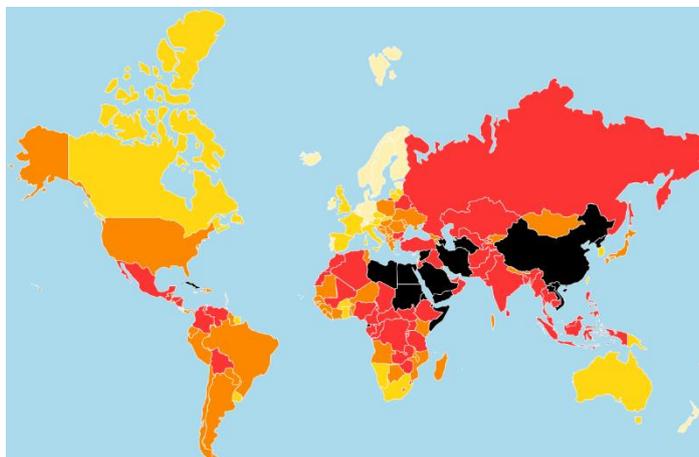
N° 175 du 30 avril 2019

Pays Nordiques

E-commerce. Selon le Conseil nordique, les achats en ligne sont plus fréquents dans les pays nordiques que dans l'UE. En Suède et au Danemark, 80% de la population fait régulièrement ses achats en ligne contre 60% au sein de l'UE. Parmi les pays nordiques, c'est en Finlande que cette pratique est la moins courante (70% de la population).



Liberté de la presse. Reporters sans frontières a publié son classement annuel mondial de la liberté de la presse. Cette liste rend compte du degré de liberté des journalistes dans 180 pays selon des critères de pluralisme, d'indépendance des médias, de qualité du cadre légal, d'autocensure et de sécurité des journalistes. La Norvège reste premier pays au 2019, suivie par la Finlande, la Suède, les Pays-Bas et le Danemark. Ce dernier regagne sa place de 2017 après une année marquée par l'assassinat de la journaliste suédoise Kim Wall. Le classement souligne dans l'ensemble que les pays nordiques sont attachés aux valeurs d'indépendance des médias, qui bénéficient d'un cadre légal très protecteur, à l'abri de toute ingérence gouvernementale.



Danemark

Réduction de la dépense publique. L'Etat danois vient de conclure le premier de trois grands contrats de sous-traitance de la gestion des bâtiments, de la maintenance, ainsi que des services de ses administrations (facility management) avec le groupe danois ISS. La première partie du « Statens Facility Management », qui entrera en vigueur le 1^{er} octobre 2019, confie en effet la gestion de 22 administrations de l'Etat à la Building Authority, laquelle a choisi l'entreprise ISS comme fournisseur, à la suite d'une procédure d'appel d'offres. Une fois les deux autres tranches de la « réforme de cohésion » (*sammenhængsreformen*) en place (2021 et 2023), le ministère danois des Finances estime que l'Etat économisera 45 MDKK (6 M€) par an, soit plus de 40 M€ sur les 7 ans que dureront les contrats. A titre de comparaison, la Building Authority a lancé pour un montant de près de 270 M€ d'appels d'offres de contrats de sous-traitance de facility management des administrations de l'Etat en 2018.

ODD. Le 17 avril dernier, 26 chefs et administrateurs de grandes entreprises danoises, rejoints par des professeurs d'université, ont publié une tribune lançant un appel au futur gouvernement danois (qui se formera à l'issue des élections générales dans quelques semaines). Ils encouragent ce dernier à ancrer les objectifs de développement durable (ODD) des Nations Unies dans son programme d'action politique. Pour ces acteurs du secteur privé, le Danemark devrait profiter de ses atouts (une société basée sur la confiance, où le dialogue public-privé est fluide) pour créer les conditions d'une croissance soutenable (consommation des ressources et impact sur le climat). Comme première piste de solutions, les signataires demandent au futur gouvernement de considérer l'allocation de 40 Mds€ annuels à des contrats publics liés aux ODD, par exemple pour optimiser l'impact énergétique des bâtiments publics. Ils proposent également la définition d'un cadre légal harmonisé incitant les ménages danois à ne plus être les champions de la quantité de déchets annuels produits par habitant.

Finlande

Emploi. Le nombre total des demandeurs d'emploi continue de baisser. Il a atteint 238 300 à la fin du mois de mars, ce qui représente une baisse de 25 800 sur un an. En parallèle, le nombre de chômeurs de longue durée a baissé de 19 100 pour s'établir à 63 700. Toutefois, le nombre total de postes non pourvus a augmenté de 27 100 par rapport à



La quinzaine nordique – 30 avril 2019 © DG Trésor

l'année dernière pour atteindre 168 500. Selon l'office des statistiques, le taux d'emploi était de 71,8% à la fin de mars (70% en mars 2018) alors que le taux de chômage était de 7,0% (7,2% en mars 2018).

Elections législatives. Les élections législatives qui se sont tenues le 14 avril ont été marquées par le fait qu'aucun parti n'a dépassé 20% des voix, ce qui témoigne d'une fragmentation croissante du champ politique. Le parti socio-démocrate remporte les élections avec 17,7% des voix. Il est suivi du parti eurosceptique et populiste des Vrais finlandais (17,5%), qui atteint une popularité proche de celles des partis populistes dans les autres pays nordiques, et du parti de droite libérale du rassemblement national (17%). Le parti du centre, c'est-à-dire celui de l'actuel Premier ministre, Juha Sipilä, n'arrive qu'à la quatrième position avec 13,8% des voix, soit la plus forte baisse des élections (-7,3%). Ce résultat est imputé à l'impopularité de certaines mesures sociales menées par le gouvernement, malgré une réelle amélioration des indicateurs économiques ainsi que des taux d'emploi et de compétitivité. Le parti écologiste et libéral des Verts, majoritaire à Helsinki, a progressé de 3%. Ce scrutin a été marqué par une forte participation (72%), la plus importante depuis 1991.

Islande

Environnement. Le 15 avril, l'Agence islandaise de l'environnement a publié un rapport d'inventaire national sur les émissions de gaz à effet de serre en Islande entre 1990 et 2017. Il a été publié dans le cadre de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et du Protocole de Kyoto. Les émissions de GES ont diminué d'environ 5,4% depuis 2005, mais sont restées relativement stables depuis 2012, malgré les efforts déployés par le gouvernement pour les réduire. Entre 2016 et 2017, les émissions ont augmenté de 2,2% sous l'effet de l'augmentation du nombre de touristes et de la consommation, selon l'Agence de l'environnement. Les principales sources d'émissions qui relèvent de la responsabilité du gouvernement sont les transports routiers (les émissions dans ce secteur ont augmenté de 85% au cours des 27 dernières années), la consommation de pétrole sur les navires de pêche, les animaux domestiques, ainsi que les équipements de réfrigération et les décharges. Les émissions provenant de la production d'aluminium et d'alliages en Islande ont également augmenté de 133% depuis 1990. Toutefois, cette industrie fait partie du Système européen d'échange de quotas d'émission et n'est donc pas considérée comme une responsabilité directe des pouvoirs publics.

Norvège

Norwegian. La compagnie aérienne Norwegian Air Shuttle a annoncé un accord avec le constructeur européen Airbus pour différer la livraison d'appareils, un report qui lui permettra d'alléger de 570 MUSD (508 M€) ses dépenses en 2019 et 2020. Cet accord porte sur une partie des appareils en commande, et concerne un nombre non précisé d'A320 NEO et d'A321 LR. Le groupe, qui a levé 3 Mds NOK (310 M€) en début d'année via une émission de titres, connaît une situation financière tendue après deux années de pertes. Les déboires du Boeing 737 MAX ont compliqué l'équation pour la compagnie, qui possède 18 appareils de ce type. La compagnie, qui avait déjà annoncé en février un report de livraisons de 12 Boeing 737 MAX et de 4 Airbus A321 LR, cherche aussi à céder une partie de sa flotte à un investisseur dans le cadre d'une coentreprise qui lui permettrait de dégager des liquidités. Elle a également présenté en janvier un programme d'économies de 2 Mds NOK (210 M€) avec la fermeture de bases et de liaisons aériennes (sans impact pour la France).

Horizon 2020. La Norvège est parvenue à se faire accorder des montants records par Horizon 2020, le projet pour la recherche et l'innovation de l'UE : les acteurs norvégiens ont ainsi obtenu 8,3 Mds NOK (860 M€), dont 280M€ pour les entreprises, soit davantage que pour les universités et les institutions de recherche. Depuis le début du programme H2020, 15,6% des dossiers présentés par des acteurs norvégiens ont obtenu des financements, ce qui représente 3,5 points de pourcentage de plus que la moyenne des candidatures européennes. Au total, les projets H2020 en Norvège représentent aujourd'hui 56 Mds NOK (5,8 Mds€).

Brexit. Malgré ses efforts pour se préparer autant que possible, la Norvège demeure dans le doute sur certains sujets. La ministre de l'Enseignement supérieur, Iselin Nybø, a déclaré qu'elle ne pouvait garantir aux étudiants participant à un programme d'échange en Grande-Bretagne le droit de passer leurs examens dans le cas d'un « *no deal* ». Elle invite ainsi les étudiants à reconsidérer leur choix du Royaume-Uni à l'automne prochain en raison de l'avenir encore peu certain du Brexit.

Suède

UE. Selon un sondage Demoskop/Expressen, 88% des Suédois pensent aujourd'hui que la Suède doit rester membre de l'Union européenne contre 75% à l'aube des élections européennes de 2014. 70% des personnes interrogées estiment même que l'adhésion est très/relativement positive pour ce pays, alors que 29% pensent le contraire (1% d'indécis). Une large majorité des partis est fortement convaincue des avantages du marché unique (88% des libéraux et centristes), alors que les partisans des Suédois démocrates (SD) restent particulièrement sceptiques puisque 69% d'entre-eux considèrent que l'UE est très/relativement négative pour la Suède.



Brexit. 54% des Suédois estiment qu'un Brexit aura un impact négatif pour la Suède (contre 61% au sein de l'UE), alors que 29% pensent que la sortie du Royaume-Uni n'aura pas d'impact (22% UE). 2% des Suédois estiment même que cela sera bénéfique pour le pays (4% au sein de l'UE).

RGPD. Selon l'Agence nationale des politiques de croissance (*Tillväxtverket*), le coût de mise en place du règlement général sur la protection des données (RGPD), aurait représenté jusqu'à 26,6 Mds SEK (2,5 Mds€) pour les entreprises, si l'on inclut les investissements faits en informatique et pour créer des nouveaux fichiers/registres ainsi que pour former les employés. Le coût annuel pour ensuite respecter le règlement sera de l'ordre de 6,6 Mds SEK (620 M€).

R&D. Le gouvernement suédois a alloué 37 Mds SEK (3,6 Mds€) à la R&D dans son budget 2019, ce qui correspond à 0,75% du PIB et à 3,6% des dépenses globales de l'Etat. Le budget pour 2019 est ainsi supérieur d'environ 70 M€ à celui de 2018 (+1%). Rappelons que les dépenses en R&D sont traditionnellement financées à hauteur de ¾ par le secteur privé (essentiellement les 10 premiers groupes du pays, dont Ericsson, AstraZeneca, etc.) et de ¼ par le secteur public.

Ericsson. Le géant suédois des télécommunications a présenté des résultats bien meilleurs qu'attendus pour le premier trimestre 2019 avec une croissance de 7% (il s'agit du troisième trimestre de croissance d'affilée). Le chiffre d'affaires du groupe s'élève à 48,9 Mds SEK (4,9 Mds€) contre 43,4 Mds SEK (4,3 Mds€) à la même période l'année dernière, ce qui correspond à une hausse de 13%. Cela se traduit par un gain de 4,3 Mds SEK (430 M€) contre une perte de 853 MSEK (85 M€) au premier trimestre 2018. Ces bons résultats s'expliquent en partie par les nombreux contrats de 5G gagnés par le groupe. Le PDG d'Ericsson, Börje Ekholm, ne se satisfait pas des performances du groupe et souhaite aller plus loin avec l'objectif d'une marge d'exploitation de plus de 10% en 2020 et de 12% après 2022. De plus, Ericsson pourrait se voir infliger prochainement une amende par le régulateur financier américain et est également visé par une enquête de l'administration chinoise pour la supervision du marché concernant les licences de droits de propriété intellectuelle pour l'équipement des smartphones en technologie 5G.

Voitures électriques/Nevs. Le constructeur a passé un contrat avec la compagnie allemande Sono Motors pour fabriquer à partir de l'automne 2020 la voiture Sion, équipée de panneaux solaires sur le toit. La construction se fera dans l'ancienne usine Saab à Trollhättan et va entraîner la création de plusieurs centaines d'emplois d'ingénieurs et de personnels moins qualifiés. Au total, 260 000 voitures devraient être produites sur une période de 8 ans et Nevs prévoit d'avoir uniquement recours à des énergies renouvelables pour le fonctionnement de l'usine.

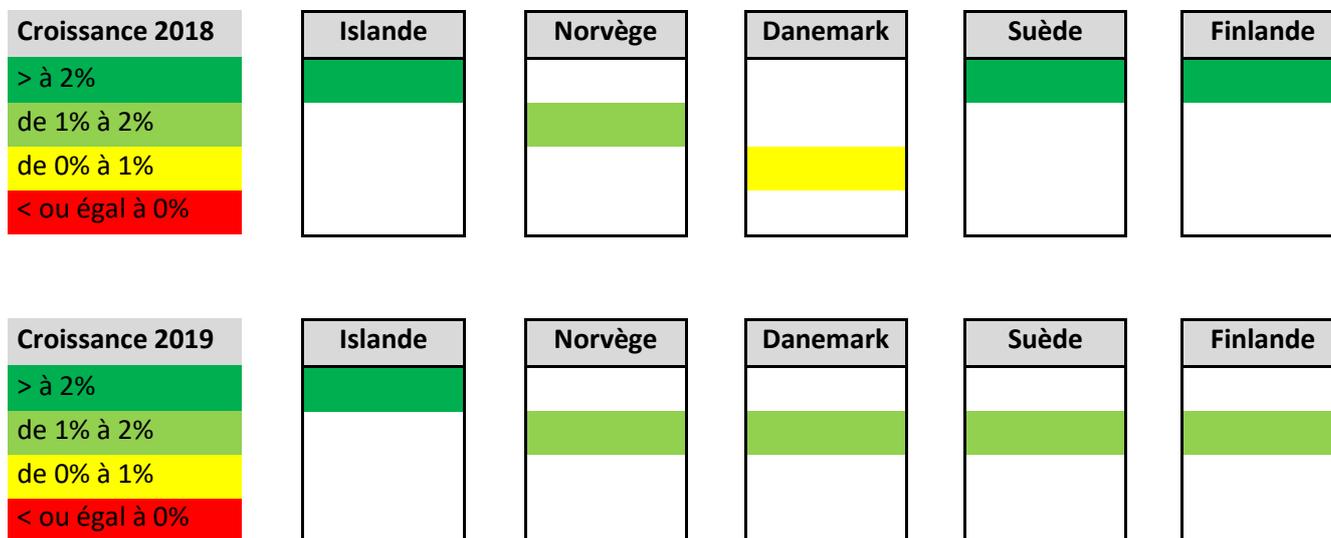
Investissements. Les investissements des fonds suédois se concentrent actuellement sur les infrastructures. EQT vient d'acquérir le constructeur ferroviaire Dellner Couplers au prix de 7,5 Mds SEK (750 M€) après une période d'enchères très débattue. 3 fonds de pension suédois, AP1, AP3 et AP4 se sont récemment alliés pour former Polhem Infra, un fonds d'investissement dédié aux infrastructures dont la dotation initiale s'élève à 9 Mds SEK (900 M€).

Biocarburants. SAS, Swedavia et l'institut de recherche Rise lancent le pôle d'innovation Fossil Free Flight 2045. L'objectif est d'accélérer la transition des combustibles fossiles vers les biocarburants dans la flotte aérienne suédoise. Selon Fossil Free Flight 2045, le manque de production de biocarburants est le principal obstacle au développement d'une flotte sans énergies fossiles. La Suède, qui est déjà l'un des plus grands importateurs de biocarburant, ne pourrait pas alimenter la totalité de ses vols intérieurs même en épuisant la production du marché international.



La quinzaine nordique –30 avril 2019 © DG Trésor

1. Prévisions de croissance pour les pays nordiques



Source : Commission Européenne, prévisions d'hiver (février 2019)

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
PIB										
Gouvernement	1,9	1,7	3,0	1,7	1,7	2,3	2,3	1,6	-	-
Banque centrale	1,3	1,8	2,9	2,2	1,7	2,4	2,2	1,3	4,3	1,8
Institut stat./conj****.	1,3	2,4	2,8	2,4	1,4	2,0	2,2	1,3	4,1	1,7
Commission*	0,8	1,6	2,5	1,9	1,7	1,9	2,2	1,3	3,4	3,1
FMI**	1,2	1,8	2,4	1,9	1,4	2,0	2,3	1,2	4,6	1,7
OCDE***	1,2	1,9	2,8	1,8	1,6	1,9	2,5	1,9	3,8	2,8
SEB	1,1	2,0	2,3	1,9	2,1	2,5	2,2	1,6	-	-
Nordea	0,9	1,8	2,3	1,5	2,5	2,6	2,3	1,0	-	-
Danske Bank	1,0	2,0	1,7	1,5	2,2	2,6	2,2	1,4	-	-

Source :

* Prévisions d'hiver (février 2019)

** World Economic Outlook (avril 2019)

*** Perspectives économiques (novembre 2018)

**** Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Státice

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

En rouge : dégradation

En vert : amélioration



2. Autres indicateurs macroéconomiques

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Déficit public										
Gouvernement	-0,3	0,2	-0,7	-0,3	3,9	-	0,7	0,6	-	-
Commission*	0,2	-0,1	-0,8	-0,2	5,1	5,0	1,1	0,9	1,3	1,0
FMI**	-0,1	-0,4	-1,0	-0,3	7,5	7,5	0,8	0,5	1,1	0,7
OCDE***	0,0	-0,3	-0,6	0,0	5,3	5,4	1,2	1,2	1,3	1,3

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Dette publique										
Gouvernement	35,4	34,6	59,9	59,1	-	-	38,8	34,5	-	-
Commission*	33,3	32,2	59,8	58,5	31,8	30,4	37,8	35,5	41,0	38,8
FMI**	34,3	33,6	60,5	59,9	36,8	36,8	39,0	37,2	35,4	33,1

	Danemark		Finlande		Norvège		Suède		Islande	
	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019	2018	2019
Autres										
inflation (IPCH)*	0,8	1,5	1,2	1,6	3,0	2,3	2,1	1,9	-	-
cons. privée*	2,3	2,2	2,4	2,1	2,3	1,8	2,4	2,3	5,4	4,0
chômage (BIT)*	5,2	4,9	7,8	7,2	3,4	3,2	6,3	6,2	2,9	3,1

Source :

* *Prévisions d'automne (novembre 2018)*

** *World Economic Outlook (avril 2019)*

*** *Perspectives économiques (novembre 2018)*

**** *Suède : Konjunkturinstitutet (KI), Danemark : Conseil des Sages, Norvège : SSB, Finlande : ETLA, Islande : Statis*

Code couleur des mises à jour :

En gras : mise à jour sans changement

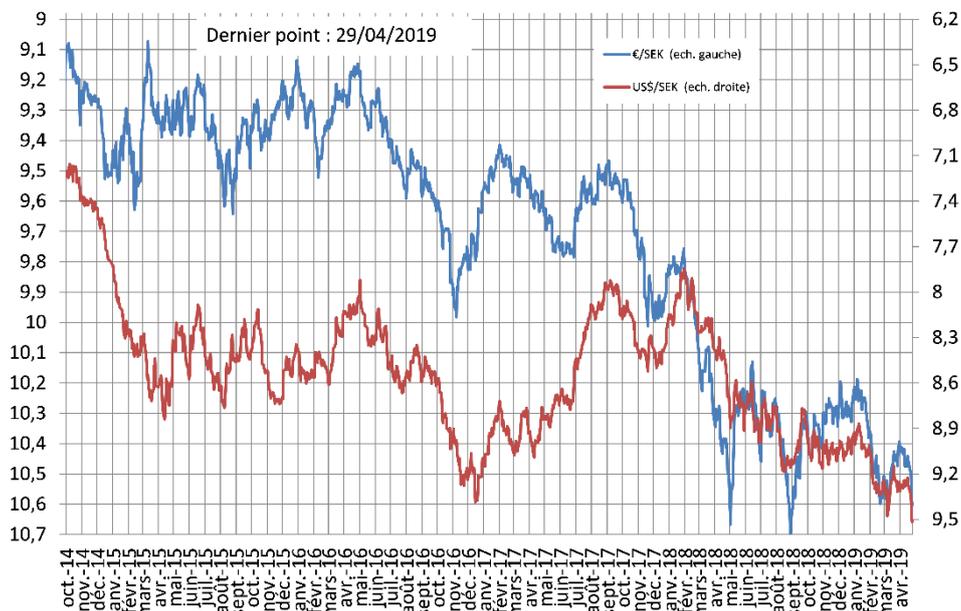
En rouge : dégradation

En vert : amélioration

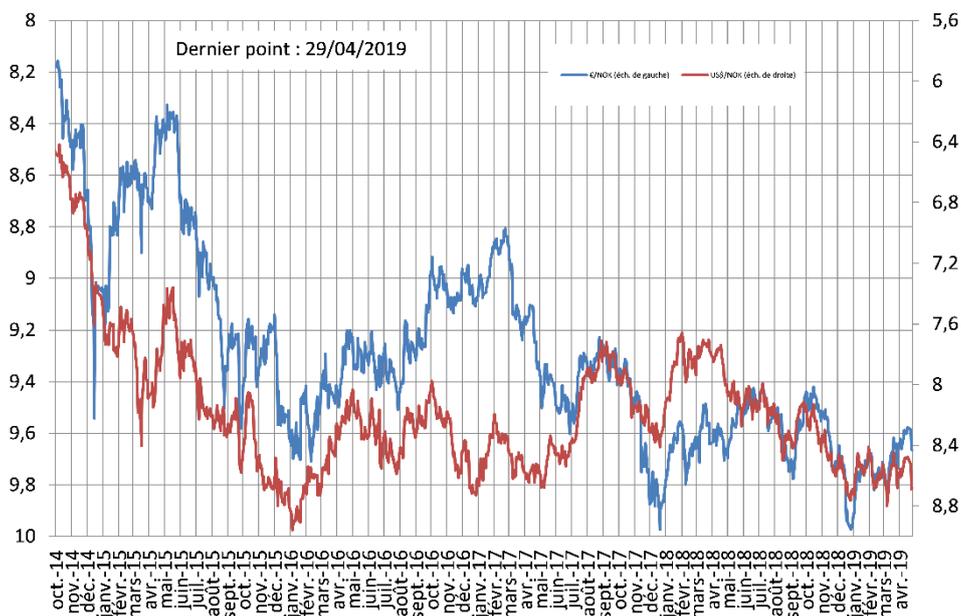


3. Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique (adresser les demandes à eric.duedal@dgtresor.gouv.fr).

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Directeur de la publication : Eric Duedal (Chef du SER)

Revu par : Romain Saudrais (Conseiller financier)

Service Economique Régional (SER) de Stockholm

Ambassade de France en Suède

Adresse : Storgatan 11 // 114 44 Stockholm

Avec les contributions des Services Economiques de Copenhague (M. Bouteiller, M. Valeur, J-T. Pénet, I. Saragosa), Helsinki (P. Pouliquen, L. Vihinen, I. Ezzeddine), Oslo (S. Morvan), de l'ambassade de France en Islande (G. Gallot) et du Service Economique Régional de Stockholm (F. Lemaître, R. Saudrais, F. Caudron, N. Valin).